

Journalisme

© anamosa 2021
www.anamosa.fr

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Journalisme
Olivier Villepreux

anamosa

*« L'imprimerie et la librairie sont libres. »
Article 1 de la loi du 29 juillet 1881
sur la liberté de la presse.*

Donald Trump, une aubaine pour le journalisme

Être journaliste, ou l'avoir été, ne garantit pas d'avoir une juste vision du journalisme. Cela permet au moins de placer les questions à l'endroit précis où l'intérêt public rejoint la pratique du métier. Je suis journaliste, mais un journaliste sans journal, et cette condition m'a conduit, ces dernières années, à m'interroger sur ce qu'est devenu le travail qui consiste à produire des informations et à les rendre publiques. On peut, de ce point de vue, partir de la défaite de Donald Trump lors de la dernière élection présidentielle aux États-Unis. Elle a fourni en effet un tableau assez complet du rôle du journalisme. En suivant le processus électoral, dont il est en partie garant (c'est une particularité américaine), et en démontant les mensonges du Président républicain sur les réseaux sociaux, la presse a concouru à la victoire de Joe Biden. Bien sûr, tous les médias n'ont pas lâché Donald Trump, mais ses soutiens les plus jusqu'au-boulistes étaient des publications assez peu

sérieuses dans leurs méthodes de travail, au point que Fox News, chaîne conservatrice partisane, qui se devait de rester crédible après Trump, s'est inclinée face à l'évidence, annonçant le 3 novembre 2020 la défaite de son favori dans l'Arizona. En guise de représailles, le déni présidentiel fut repris à son compte notamment par Newsmax (site Internet propriété de l'un de ses amis), qui voyait son audience monter en flèche, quitte à faire de la désinformation.

Dans ce match d'influence entre course à l'audience et information, la presse traditionnelle comme le *Washington Post* ou le *New York Times*, restée fidèle à sa déontologie, a bénéficié d'un accroissement de ses ventes. En prime, l'assaut du Capitole du 6 janvier 2021 a incité Twitter et Facebook à suspendre les comptes de l'ex-Président, posant de ce fait des questions inédites d'éthique aux réseaux sociaux qui, bien que nourris par la publicité au détriment de la presse, sont aujourd'hui l'accès premier à l'information vérifiée comme aux *fake news*, y compris celles délivrées par un chef d'État. Leur responsabilité, par exemple, dans la diffusion des messages de Donald Trump sur une prétendue fraude

électorale et l'incitation à la violence, est engagée, là où le journalisme est resté lucide et rationnel. Quand bien même il s'agissait d'un journalisme « de plateau », la chaîne CNN n'a pas hésité à prendre parti politiquement, déployant ses arguments un à un contre Trump.

Comme journaliste, ce moment est pour moi terriblement instructif. Il est aussi un bon condensé des évolutions du métier et des contraintes qui pèsent sur lui. De nos jours, en effet, le journalisme vit au travers de titres appartenant à des groupes financiers ou industriels, de journaux indépendants, ainsi que de publications à but non lucratif ou de médias publics. Par presse, on entend désormais que les supports peuvent être le papier, l'audiovisuel et le web, différemment financés, et dont les motivations dans la production et la diffusion de l'information comme les pratiques varient.

Durant quatre ans, Trump a permis à la presse « légitime », celle produisant ses propres informations, d'étaler son savoir-faire, en établissant des vérités sapant le discours propagandiste du Président. Mais le journalisme américain, bien que renforcé dans sa mission, s'inquiète de son

avenir. La figure mythifiée du journaliste déchiré entre son désir d'écrire sur la foi de ses convictions et l'obligation de respecter honnêtement une déontologie semble dépassée. La concurrence entre journaux héritiers du modèle papier et les autres médias issus des nouvelles technologies, qui parfois brûlent les étapes de vérification de l'information ou se font les relais d'opinion réactifs, sans toujours leur opposer la contre-expertise des sujets abordés, pose un gros problème de crédibilité pour l'ensemble de la profession. Mais elle pose aussi un problème économique. Le travail journalistique n'est en effet pas considéré comme une plus-value car il coûte cher. Il interdit en outre la simplification, et son résultat souvent élaboré s'adresse aux couches éduquées et supérieures de la société. Ce qui fait que si l'impact de ce travail est vital pour le débat démocratique, l'effort qu'il nécessite n'est que moyennement perçu comme un bénéfice pour l'ensemble de la population. Les couches populaires sont dans l'ensemble plus sensibles à des informations moins nuancées, plus courtes, plus immédiates. Formes entretenues par des groupes de presse ou des

plateformes, des réseaux sociaux commerciaux, recherchant la plus large diffusion et dont les titres appliquent les recettes du système économique qui les a enrichis dans d'autres secteurs. Mais la standardisation appliquée au travail intellectuel des journalistes l'affaiblit. Formes favorisées par des logiciels qui trient l'information globale en amont, réduisant la libre curiosité des citoyens à un ciblage marketing, l'ensemble des médias est donc soumis d'abord à une bataille d'audience arbitrée par des entreprises tierces. Le contenu, qu'il soit sérieux ou fantaisiste, ne devient qu'un élément secondaire. Aux États-Unis, le souci pour la presse indépendante se double donc de la question de sa monétisation. Jusqu'ici, elle trouve souvent ses financeurs dans les élites de la société qui constituent son lectorat et la maintiennent de ce fait dans une « bulle ». Bulle qui, indépendamment de la qualité de son travail, coupe le contact avec les couches populaires préemptées par des médias moins scrupuleux. Ce problème de curseur est observable en France également, où le journalisme se situe parfois en deçà des attentes intellectuelles des élites, parfois au-dessus de celles des couches

**Les inégalités sociales
ont donc un effet
sur la fabrication
de l'information.**

populaires pour des questions de langage et d'absence parfois de volonté de pédagogie vers l'ensemble de la population. Les inégalités sociales ont donc un effet sur la fabrique de l'information.

Pour autant, et c'est ce qui en fait tout l'intérêt, la période est propice pour que le journalisme questionne ses pratiques et fasse valoir ses principes fondateurs. Tout l'enjeu pour ses tenants sera au *xxi*^e siècle de s'attirer la confiance et l'intérêt de ses lecteurs, auditeurs, téléspectateurs, en tant que force intermédiaire fiable et active entre pouvoir et citoyens, contrastant ainsi avec le spectacle de la communication donné par les politiques dont la tendance actuelle les porte à s'adresser directement au « peuple » en dédaignant superbement l'examen journalistique. Phase intermédiaire essentielle pour faire vivre le droit à une juste information dont les journalistes doivent faire comprendre qu'elle défend avant tout les libertés que seule la démocratie cautionne.